



HAL
open science

La revue *Politique africaine* fête ses 40 ans

Sandrine Perrot

► **To cite this version:**

| Sandrine Perrot. *La revue Politique africaine* fête ses 40 ans. 2021. hal-03391713

HAL Id: hal-03391713

<https://sciencespo.hal.science/hal-03391713>

Submitted on 22 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

LA REVUE POLITIQUE AFRICAINE FÊTE SES 40 ANS

Entretien avec Sandrine Perrot (Sciences Po, Centre de recherches internationales (CERI), CNRS, Paris, France), par Miriam Périer

In : *Les Entretiens du CERI*, 10 juin 2021

URL : <https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/la-revue-politique-africaine-fete-ses-40-ans.html>

Politique africaine est une revue multidisciplinaire à comité de lecture centrée sur l'analyse des sociétés africaines publiée depuis 1981 par Karthala. Fondée en rupture nette avec les approches conventionnelles sur l'Afrique, elle s'est imposée, en France et à l'étranger, comme une publication de référence. Cette année, la revue fête ses 40 ans. Entretien avec **Sandrine Perrot**, actuelle directrice de la publication.

La revue Politique africaine fête cette année ses 40 années d'existence et ses 160 numéros ! Quelle était la genèse du projet de cette revue née en 1981 ?

162 numéros en réalité ! Le numéro anniversaire sera un numéro double assez exceptionnel puisque, pour cette célébration des 40 ans de la revue, et à l'invitation de nos rédacteurs en chef Vincent Bonnacase et Julien Brachet, pas moins de vingt-cinq auteurs se sont prêtés au jeu d'une réflexion collective sur « l'Afrique des sciences sociales : bas, débats, combats ». Ce numéro sera l'occasion de revenir sur les débats, voire les combats intellectuels, épistémologiques et méthodologiques qui ont traversé les études africaines et la sociologie politique sur l'Afrique et qui ont aussi façonné notre revue. En ce sens, *Politique africaine* est en quelque sorte le témoin des évolutions académiques, mais aussi politiques et éditoriales qui ont balisé ces dernières décennies.

Politique africaine, c'est au départ une dizaine de jeunes chercheurs emmenés par Jean-François Bayart – son fondateur alors jeune chercheur au CERI –, Christian Coulon – lui aussi nouvellement recruté qui allait bientôt prendre la direction du Centre d'études et de recherche sur l'Afrique noire (CEAN, devenu aujourd'hui le Laboratoire des Afriques dans le monde – LAM) –, François Constantin qui venait de créer le Centre de recherche et d'étude sur les pays d'Afrique orientale (CREPAO) à Pau et plusieurs autres jeunes collègues. Tous étaient aussi peu expérimentés en matière de travail éditorial d'une revue que mus par l'urgence scientifique de renouveler ou d'apporter un souffle nouveau aux études africaines. Réunis par le souci du terrain et de l'interdisciplinarité, ils partaient à la conquête d'une émancipation disciplinaire et politique, ce qui à l'époque n'allait pas soi.

Pour bien comprendre la rupture multidimensionnelle qu'a représentée l'aventure « polafienne », il faut se replonger dans le contexte du tout début des années 1980². A ce moment-là, les études africaines francophones, reléguées au rang de terrains exotiques et souvent oubliées des sciences sociales, devaient trouver leur place entre une anthropologie construite sur la conquête coloniale et la prédominance des juristes, notamment constitutionnalistes, très présents tant dans le champ académique que dans le champ politique en tant que rédacteurs des Constitutions des Etats nouvellement indépendants. N'oublions pas que la section 40 du CNRS (Science politique) venait tout juste d'être créée.

Ces jeunes africanistes se sentaient à l'étroit dans le carcan des études confinées au pré carré francophone, à celui des champs disciplinaires ou encore des objets canoniques du politique. Il était important pour la rédaction de *Politique africaine* d'affranchir l'analyse scientifique de l'influence des réseaux français ou africains à un moment où les milieux politiques et académiques se mêlaient parfois étroitement. L'arrivée au pouvoir de la gauche en 1981 a nourri de brefs espoirs – vite déçus – de voir la fin de la Françafrique, mais elle a néanmoins généré un changement de garde dans le personnel politique en France, désormais plus à l'écoute d'analyses novatrices.

Politique africaine a, dès ses débuts, été le lieu de débats intellectuels très féconds et d'innovations conceptuelles. La revue a vu passer au sein de sa rédaction des chercheurs qui ont impulsé des tournants majeurs dans la manière de concevoir le terrain, qui ont introduit de nouveaux objets de recherche, qui se sont abreuvés à d'autres disciplines. Surtout, elle a constamment cherché à renouveler les approches et à sortir des sentiers battus de la littérature *mainstream*.

Quelle relation particulière s'est établie entre le CERI et Politique africaine ? La revue a-t-elle d'autres partenaires ?

Le CERI a une relation organique avec *Politique africaine*. Jean-François Bayart était tout jeune chercheur au CERI quand il a eu cette idée de créer une nouvelle revue en mobilisant ses amis de Bordeaux et de Pau mais aussi ceux du Groupe de recherche du CERI sur les Modes populaires d'action politique. Plusieurs chercheurs du centre ont abondé les rangs de la rédaction depuis sa création jusqu'à aujourd'hui : Denis-Constant Martin, Marie-Claude Smouts, Zaki Laïdi, Richard Banégas, Béatrice Hibou, Roland Marchal, Laurent Fourchard, moi-même...

Le soutien du CERI à la revue a depuis été continu au même titre que celui du CEAN, aujourd'hui LAM, et maintenant de l'Institut des mondes africains (Imaf), deux autres centres de recherche qui ont hébergé les débats de la rédaction mais

aussi, et ce n'est pas un détail, qui ont soutenu par leur personnel la préparation éditoriale des manuscrits.

Rappelons que *Politique africaine* n'est pas une revue institutionnelle mais associative d'économie mixte, qu'on appellerait aujourd'hui un partenariat public/privé entre l'Association des chercheurs de Politique africaine (ACPA) et les éditions Karthala, copropriétaires du titre. Cette aventure aussi, n'oublions pas de le préciser, n'aurait pu avoir lieu sans la complicité intellectuelle de Robert Ageneau et de Karthala, la maison d'édition qu'il a créé en 1980.

Malgré cette collaboration, avec Karthala, le soutien financier et en personnel de soutien à l'édition des laboratoires et des institutions de recherche est essentiel à sa survie et à son fonctionnement.

L'avant-propos du numéro 1 de la revue s'achevait ainsi « Ce premier numéro de Politique africaine n'apporte aucune réponse définitive aux questions qu'il soulève. Il montre seulement que l'on ne peut plus, aujourd'hui, parler des sociétés politiques africaines de la même manière qu'il y a vingt ans et il trace quelques pistes neuves de réflexion. Écartons immédiatement tout malentendu à ce propos. Il n'entre pas dans nos intentions de constituer une école revendiquant le monopole du savoir, de former une chapelle de plus, sûre de son objectivité et de ses interprétations. Bien au contraire, Politique africaine se veut un lieu d'échanges contradictoires. Mais pour être fructueux, un tel débat devra avant tout se fonder sur une meilleure connaissance empirique des faits : ceux du « haut » comme ceux du « bas ». » Quarante ans plus tard, quel est le paysage actuel du champ des études africaines en France ?

Le défi heuristique de *Politique africaine* était de lire l'Afrique autrement. Il perdure aujourd'hui alors que le continent traverse des évolutions majeures. « Le politique par le bas », concept autour duquel s'est construit le dossier du premier numéro, n'a jamais été conçue comme une école de pensée. Le concept exprimait la nécessité brûlante de renouveler en profondeur la lecture du politique en Afrique en l'affranchissant des courants dominants à l'époque (développementalistes et dépendantistes) et en offrant un point de regard différent, plus proches des sociétés africaines. Il revisitait le politique à travers la quotidienneté des relations de pouvoir et des pratiques sociales, il sortait du formalisme de l'exégèse des constitutions et des régimes politiques pour replacer les acteurs africains et les dynamiques sociétales locales au centre de l'analyse. Il a d'ailleurs été décliné sous d'autres formes comme l'approche des Objets politiques non identifiés développée par Denis-Constant Martin, un autre des membres fondateurs de la revue³.

L'aventure polafienne a créé sinon une communauté épistémique - à la fois très disparate dans ses objets et ses disciplines comme l'avaient déjà montré le «

rapport Darbon »⁴ et celui du GIS Afrique⁵ - du moins des affinités méthodologiques qui ont structuré et largement influencé l'analyse du politique en Afrique en remettant les acteurs sociaux en son centre. Les « études africaines » en France et en langue française ne se limitent évidemment pas à cette expérience éditoriale, mais il est vrai que *Polaf* a contribué à renouveler « l'africanisme » d'antan en décloisonnant les frontières disciplinaires et celles de l'ancien « pré carré » colonial, et en mettant en lumière des objets politiques jusqu'alors situés dans le hors champ de la science politique, en prenant scientifiquement au sérieux les événements de l'actualité, et en faisant dialoguer le haut et le bas.

La revue, à sa petite échelle, a contribué à changer le regard sur les sociétés africaines contemporaines en faisant en sorte qu'on les aborde « comme les autres », dans une perspective analytique toujours tournée vers le comparatisme intra et extracontinental. C'est sans doute cette inclination comparatiste qui a permis sa reconnaissance par-delà le cercle étroit des spécialistes du continent africain. Ce chantier demeure toutefois largement ouvert. Aujourd'hui, en effet, cette question du rapport entre *area studies* et *global studies* se pose toujours de manière cruciale comme en témoignent la critique des *postcolonial studies*. A l'occasion de ses 40 ans, *Politique africaine* a voulu se faire l'écho de ces débats et de ces combats qui sont tout autant épistémiques que politiques.

La revue a-t-elle subi des transformations profondes de sa ligne éditoriale. Quelles évolutions notables peut-on mentionner ?

Beaucoup de choses ont évidemment changé en 40 ans, ne serait-ce que du côté de la maquette et de la fabrication de la revue qui s'est professionnalisée mais demeure, malgré tout, assez artisanale, mettant en œuvre savoir-faire et créativité. La ligne éditoriale en revanche a été conservée ; elle se veut à l'affût des échos du terrain, elle souhaite décentrer le regard et demeurer attentive aux acteurs et à leurs pratiques.

Durant les premières années, le sommaire s'adaptait aux articles plus que les articles ne s'adaptait à lui. Aujourd'hui, les rubriques se sont stabilisées autour d'un dossier principal et d'articles hors-dossier mais cela n'a pas empêché la création de nouvelles rubriques. Ainsi, le hors-dossier consacré aux *Misères et colères de l'enseignement et de la recherche* rédigé pour s'opposer au vote de la loi sur la réforme des retraites et à la loi de programmation pluriannuelle de la recherche va devenir une rubrique récurrente de la revue autour des champs des luttes en Afrique. Cela renoue aussi le renouvellement de l'engagement scientifique originel de *Politique africaine*.

On peut noter aussi deux autres évolutions notables : celles des espaces étudiés. A l'origine, la revue s'intéressait uniquement à l'Afrique subsaharienne, ce que Jean-François Bayart considère aujourd'hui comme une erreur originelle notable.

Aujourd'hui, la revue a légitimement réintroduit dans son analyse non seulement l'Afrique du Nord avec des numéros sur l'Algérie, le Maroc, l'Égypte, mais également l'Afrique des diasporas et « l'Atlantique noir », ce qui était heuristiquement indispensable.

Enfin, le rapport à la langue a lui aussi changé avec le maintien du français comme première langue mais aussi la publication de quelques articles en anglais et des efforts conséquents de traductions de certains articles ou même numéros entiers qui sont désormais disponibles sur Cairn.

La revue s'apprête à diffuser l'ensemble de ses archives depuis 1981 jusqu'en 1998 sur la plateforme Persée. Qu'est-ce que cela représente et quel est l'objectif visé ?

Persée est la troisième étape de notre révolution numérique qui a débuté avec la mise en ligne de nos anciens numéros (de 1999 à aujourd'hui) sur Cairn. Cela a été un chamboulement éditorial pour faire circuler davantage nos travaux mais qui a mis aussi au défi, il faut le reconnaître, le modèle économique de notre éditeur. La deuxième étape a été celle de la création de notre blog, le carnet de la revue (polaf.hypotheses.org) toujours dans cette volonté de diffusion au plus grand nombre, qui non seulement promeut les numéros récents mais qui permet de publier du matériel complémentaire (billets, photos, vidéos, entretiens) en *open access*. Le partenariat que nous avons avec Persée marque une nouvelle étape, attendue, visant cette fois à la conservation et à la diffusion de la mémoire polafienne, sa meilleure utilisation dans les travaux de recherche actuelle et la mise à disposition de ce patrimoine au regard critique et à la sagacité des nouvelles générations de chercheurs. Plusieurs numéros de notre collection sont maintenant introuvables. Nous avons donc fouillé dans nos collections privées pour réunir la totalité des numéros pour permettre leur accès illimité (du numéro 1 au numéro 72). C'est dans la même optique d'archivage que nous diffuserons dès le mois prochain une série d'entretiens vidéos qui, toujours à l'occasion des 40 ans de la revue, relatent la mémoire de cette aventure polafienne. Nous aurons aussi d'autres surprises qui vous seront annoncées un peu plus tard, autour de nouveaux partenariats avec la presse qui nous aideront à diffuser plus largement encore nos travaux de recherche.

Les 40 ans de la revue vont aussi être l'occasion de nouvelles rencontres et initiatives en Afrique. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Oui, nous voulons à l'occasion des 40 de la revue, aller à la rencontre d'une partie importante de notre lectorat. L'idée originelle vient de l'un de nos membres et futur corédacteur en chef Boris Samuel. Il nous semble indispensable non

seulement d'optimiser la circulation du travail de notre revue sur le continent mais aussi de rendre la science vivante par l'organisation de débats dans les pays concernés et avec des collègues qui participent de longue date ou qui ne participent pas encore à la revue. Bien sûr, ce sera l'occasion de nourrir nos collaborations avec nos partenaires locaux, les universités africaines, les instituts de recherche locaux ou français en Afrique. Nous avons déjà reçu un accueil enthousiaste de la part de nos amis et collègues en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Mali et ce n'est qu'un début ! Ce projet participe d'une réaffirmation de la réinvention intellectuelle permanente de la revue, attentive aussi aux germinations d'idées nouvelles sur le continent.

J'ajoute que l'on peut se féliciter aussi d'avoir dans la nouvelle équipe de rédaction qui va se mettre en place à l'automne 2021 et pour la première fois depuis la création de *Polaf*, une future rédactrice en chef camerounaise et en poste au Cameroun, Nadine Machikou, enseignante-chercheure, directrice du Centre d'étude et de recherche en droit international et communautaire de l'Université de Yaoundé II qui partagera la rédaction avec Boris Samuel, Séverine Awenengo Dalberto et Sabine Planel.

Quel message auriez-vous envie de faire passer aux doctorants et futurs docteurs de ce champ d'étude, dans le contexte actuel d'incertitude sanitaire et de difficulté d'accès au terrain ?

Tout d'abord, il est bon de remarquer le fort dynamisme actuel des recherches sur l'Afrique et en Afrique. Une nouvelle génération a pris les commandes, s'affirme et s'organise. Il n'est qu'à voir le succès des rencontres des Jeunes chercheurs en études africaines (JCEA). Notre revue et notre association, l'Association des chercheurs de Politique africaine, s'en font d'ailleurs l'écho avec un rajeunissement sensible des membres du comité de rédaction comme de l'association au cours des dernières années.

Politique africaine est née à un moment où il était nécessaire de banaliser l'Afrique ou les Afriques comme le disait Christian Coulon afin de la/les faire entrer dans le champ des sciences sociales plutôt que de la/les laisser dans ses/leurs marges en tant que terrains exotiques. Aujourd'hui, cette division du monde ne se formule plus dans les mêmes termes. La nouvelle génération de jeunes étudiants et chercheurs s'est affranchie en grande partie du complexe disciplinaire et elle s'est réapproprié des notions classiques de science politique. Les études africaines désormais apportent leur contribution à la littérature et aux débats plus généraux de la science politique, elles ont irrigué les sciences sociales et sont lues par-delà les milieux africanistes par des spécialistes de l'Asie, de l'Amérique latine, etc.

La nouvelle génération rencontre cependant de nouveaux défis. On peut s'inquiéter sans doute de la place de l'empirie dans la recherche dans un contexte où l'accès au terrain est rendu fragile, voire se ferme, non pas tant en raison des restrictions sanitaires actuelles que des contractions autoritaires de certains régimes. Le défi n'est plus vraiment celui des interférences politiques ou des carcans disciplinaires mais celui des modes d'évaluation et de standardisation de la recherche, de la contractualisation des projets et de la manière dont cela impacte le choix de nos objets d'étude. Comme le soulignait Richard Banégas, aujourd'hui, les études africaines courent sans doute moins le risque de leur marginalisation que de leur « mainstreamisation »⁶

Politique africaine a résisté haut la main aux coups de boutoir de l'évaluation et du classement des revues en prisant l'originalité, la diversité des objets, des approches et des mises en forme. La standardisation des articles scientifiques n'en reste pas moins un défi continu pour elle. J'inviterai les jeunes chercheurs à rester attentifs, à décentrer leur regard, à emprunter les chemins de traverse, à « cultiver le bout du champ », qui comme le soulignait Christian Coulon se cultive autrement mais « doit être traversé pour pouvoir labourer »⁷. Ne faisons pas de la banalisation une uniformisation. Plus que jamais, le contexte actuel nous appelle à penser le hors champ avec la rigueur des sciences sociales.

Propos recueillis par Miriam Périer

Pour aller plus loin

Le **blog** de la revue

Le **lien de la revue** sur Cairn

Le **numéro des 40 ans**

-
- 1. Un grand merci à Richard Banégas et Didier Péclard deux piliers de cette revue et de notre association, pour leur lecture et leurs annotations de ce texte. Merci aussi à Jean-François Bayart, Christian Coulon et Robert Ageneau pour leurs récits captivants sur la genèse de la revue (Voir leurs interviews filmées sur le **blog** de la revue).
 - 2. Pour un retour sur l'histoire de notre revue, voir notamment, Jean-François Bayart, Société civile et imbrication des durées en Afrique : un retour sur le « politique par le bas », *Politique africaine*, n° 161-162, 2021, pp. 140-164 et Jean Copans, « Politique africaine : la naissance heureuse d'une sociabilité scientifique inédite », *id.*, pp.33.56.
 - 3. Voir D.-C. Martin (dir.), *Sur la piste des OPNI (Objets politiques non identifiés)*, Paris, Karthala, 2002.
 - 4. Dominique Darbon, *Réflexions sur l'africanisme en France*, Rapport pour le CNRS, dpt. SHS, Paris, décembre 2003.
 - 5. Marie-Pierre Ballarin, Richard Banégas, Emmanuelle Beauville, Pierre Boilley, Mélanie Bourlet, et al.. *Les études africaines en France. Un état des lieux*. [Rapport de recherche] Groupement d'intérêt scientifique (GIS) Études africaines en France. 2016.
 - 6. R. Banégas, « **Etudes africaines : l'exotisme est-il devenu banal ? Décentrement du regard, comparatisme et doxa disciplinaire** », *Les Etudes du CERI*, mai 2015.
 - 7. C. Coulon, « L'exotisme peut-il être banal ? L'expérience de Politique africaine », *Politique africaine*, n° 65, 1997, p. 95.